



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société BEREZECKI de régulariser la situation administrative de son établissement situé, Z.I. n° 2, 8 allée Monge à Beauvais

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-3, L.514-5 et R.512-33 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2016 autorisant la société BEREZECKI à exploiter des activités de traitement de surface sur le territoire de la commune de Beauvais, Z.I. n° 2, 8 allée Monge ;

Vu la visite d'inspection du 4 novembre 2016 sur le site de la société BEREZECKI ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 16 novembre 2016 transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément à l'article L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse à ce jour de l'exploitant suite à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté la mise en place de deux chaudières fonctionnant au gaz qui sont raccordées au réseau de gaz de la ville de Beauvais ;

Considérant que dans le dossier de régularisation administrative du site, qui a donné lieu à la délivrance de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé, l'exploitant n'a pas fait mention de ces installations ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2016 ne prend pas en compte ces chaudières soumises au régime de la déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas étudié les risques liés à l'exploitation de ces chaudières et à l'utilisation du réseau de gaz ;

Considérant que les chaudières et le réseau de gaz associé sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que toutes modifications apportées à une installation doit être portée à la connaissance du préfet dans les conditions de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société BEREZECKI de régulariser la situation administrative de son établissement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société BEREZECKI, dont le siège social est situé Z.I. N° 2, 8 allée Monge à Beauvais (60000) est mise en demeure, pour ses installations situées à la même adresse, de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de régularisation administrative à la préfecture de l'Oise, direction départementale des Territoires de l'Oise, Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté, et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de régularisation administrative, l'exploitant respecte les étapes suivantes :

- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait savoir s'il réalise son projet à connaissance lui-même ou s'il a fait le choix d'un bureau d'étude dont le nom est précisé ;
- puis un délai d'un mois l'exploitant organise une réunion avec le bureau d'étude (selon le choix de l'exploitant) et l'inspection des installations classées afin de définir les attendus du dossier ;
- puis un délai de trois mois, l'exploitant dépose son dossier de régularisation administrative concernant les chaudières et le réseau de gaz.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société BEREZECKI, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié à la société BEREZECKI et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Beauvais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le **20 DEC. 2016**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires :

Société BEREZECKI
Z.I. N° 2
8 allé Monge
60000 BEAUVAIS

Madame le Sénateur-Maire de Beauvais

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur l'inspecteur de l'environnement

S/c de Monsieur le chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Oise